

Partout c'est du Wagner ou comment Poutine a démantelé l'État russe

vendredi 4 août 2023, par [MATVEEV Ilya](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2023).

La rébellion de Prigojine est le fruit de la politique du président Poutine, qui depuis longtemps a mis la gestion du pays dans une zone grise afin de maintenir son pouvoir personnel.

Dans son article « La Russie au tournant du millénaire » [1], publié en décembre 1999, Vladimir Poutine écrivait : « La Russie a besoin et doit avoir un État fort ». Il expliquait que l'étatisme fait partie intégrante de l'histoire et de la société russes, et que la restauration de l'État était son principal objectif. Depuis lors, le « pouvoir fort de l'État », ou la « verticale du pouvoir », est devenu l'un des fondements idéologiques les plus durables du régime de Poutine, et le terme *gossoustarstviennik* (étatiste) est devenu le mot de passe par lequel l'élite du Kremlin reconnaît les siens.

Il est d'autant plus étrange qu'au cours de la vingt-troisième année du règne de Poutine, le rôle clé dans la guerre qu'il a déclenchée ait été tenu par une société militaire privée (SMP), dont les effectifs ont atteint 40 000 à 50 000 mercenaires à leur apogée, soit près d'un tiers de l'ensemble du contingent qui a envahi l'Ukraine le 24 février 2022. Et au final la SMP « Wagner » a tenté un coup d'État : un grand centre régional a été pris par les troupes rebelles, des convois militaires lourdement armés ont avancé sur Moscou, plusieurs hélicoptères et un avion du ministère de la Défense ont été abattus – tuant au moins 13 personnes. Le monopole de la violence, qui définit l'État depuis l'époque du sociologue allemand Max Weber, a été visiblement remis en question. La fameuse « verticalité du pouvoir » s'est révélée aussi fragile qu'une tasse de porcelaine. Cette fois, la tasse ne s'est pas brisée mais elle s'est couverte de fissures : le spectacle de Prigojine réprimandant le vice-ministre de la Défense Evkourov et la circulation sans entrave des convois à travers les régions russes presque jusqu'à Moscou ont marqué les élites russes et des conclusions ont été tirées. La fragilité du pouvoir est une prophétie auto-réalisatrice.

Dans son discours d'urgence du 24 juin, qui n'a duré que cinq minutes, Poutine a réussi à donner une nouvelle leçon d'histoire, comme il le fait habituellement depuis quelques années. Cette fois-ci, il s'agissait de la révolution de 1917. On a l'impression que, pour Poutine, les turbulences périodiques font partie de l'histoire russe, qu'elles sont aussi inévitables que le changement des saisons et que l'éternelle confrontation avec elles est précisément la fonction de l'État russe et de son dirigeant. C'est bien de l'histoire, mais de l'histoire récente – celle des 23 dernières années. La démonstration par Prigojine de la fragilité de l'État russe est le résultat de sa construction par Poutine lui-même.

Les SMP en tant que mode de gestion d'un pays

En 2008, le sociologue politique russe Vadim Volkov a publié un article intitulé « Les corporations d'État : une expérimentation institutionnelle » [2]. Son argumentation était la suivante : au milieu des années 2000, la hausse des prix de l'énergie avait permis à l'État russe d'accumuler

d'importantes réserves, et la question était de savoir comment les dépenser. Poutine était conscient de la nécessité de moderniser l'économie russe, mais il n'avait confiance ni dans les entreprises privées ni, surtout, dans l'État lui-même. C'est ainsi qu'est née une solution institutionnelle, à savoir les corporations d'État [3] – essentiellement des machines à absorber l'argent du budget, protégées à la fois de la concurrence du marché et des contrôles et vérifications du gouvernement. Les corporations d'État se trouvaient dans une zone grise qui permettait aux experts et même aux membres du gouvernement de débattre : comment la consolidation des actifs en leur sein devait-elle être caractérisée, comme une nationalisation rampante ou comme une privatisation cachée ? Volkov lui-même a proposé la formule « propriété étatique personnalisée » : « Cette propriété reste étatique dans la mesure où elle est contrôlée par le chef de l'État ».

Dans la zone grise, protégée à la fois des règles du marché et du contrôle vertical formel, le principal outil de gestion est constitué par les relations personnelles de Poutine avec les dirigeants des corporations d'État – et des grandes entreprises d'État, qui, en ce sens, ne sont pas différentes des corporations d'État. L'État de Poutine est un collectif « d'hommes d'État », liés par la confiance personnelle de Poutine plutôt que par des relations juridiques formelles. En conséquence, la version poutinienne de « l'étatisme » n'est pas un engagement envers l'idéal d'un corps rationnel et méritocratique de bureaucrates (Max Weber), mais plutôt l'idéologie d'un « intérêt national » compris spécifiquement, pour lequel tous les moyens sont bons et les formalités ont peu d'importance. Et comme « l'intérêt national » est un concept extrêmement vague, il n'est pas surprenant que les « hommes d'État » parviennent à lui substituer leurs intérêts privés dans leurs pratiques managériales quotidiennes, en se livrant à des spéculations personnelles dans le cadre de leurs fonctions.

Il est arrivé que le scepticisme de Poutine à l'égard des institutions officielles de l'État (malgré son engagement déclaré en faveur de « l'étatisme ») se manifeste publiquement. L'histoire de la société Rosneftgaz, qui reçoit des dividendes de Rosneft et en partie de Gazprom, est assez caractéristique à cet égard. Cette mystérieuse société ne se contente pas d'accumuler d'énormes sommes d'argent, elle les investit également dans des projets à travers le pays ; pendant longtemps, on n'a pas expliqué à la population qui se cachait derrière le choix de ces investissements. Finalement, Poutine a répondu à une question directe de la journaliste de *Vedomosti* Margarita Papchenkova lors de sa conférence de presse en 2016 : « Oui, il existe une telle réserve d'argent de Rosneftgaz. (...) Et nous finançons certaines choses à partir de là lorsque le gouvernement oublie qu'il y a des priorités auxquelles il faut prêter attention. » [4] En substance, cela revenait à admettre que « l'homme d'État » Poutine ne croit tout simplement pas en son propre État, préférant – en pleine crise du budget déficitaire – avoir un deuxième budget, parallèle, situé dans la zone grise de sa relation personnelle avec Igor Setchine et, peut-être, d'autres acteurs (Poutine n'a jamais éclairci qui était le « nous »). Il n'est pas difficile de voir que la SMP Wagner s'inscrit parfaitement dans ce modèle de gestion. S'il y a un budget parallèle, pourquoi ne pas créer une armée parallèle ?

Les représentants de la zone grise ont déjà été impliqués dans des rébellions – même si elles n'étaient pas armées – contre le pouvoir exécutif officiel : le gouvernement russe. Par exemple, les dirigeants des entreprises publiques (Chemins de fer russes, Rosneft, Gazprom) ont refusé de publier leurs salaires, malgré la demande de Dmitri Medvedev, alors Premier ministre. En conséquence, en 2015 le gouvernement a dû réviser son décret [5], officialisant ainsi juridiquement son impuissance face aux puissants amis de Poutine. Les batailles sans fin du ministère des Finances avec les entreprises publiques sur la part des revenus transférés au budget sont bien connues. Pour le gouvernement, un conflit avec les acteurs de la zone grise peut mal se terminer. Par exemple, la tentative d'empêcher Rosneft de racheter les actifs de Bashneft a coûté sa liberté au ministre du Développement économique Alexeï Oulioukaïev, alors que sa position était parfaitement conforme à l'objectif déclaré précédemment par Poutine d'empêcher toute augmentation de la propriété de

l'État. L'arrestation d'Oulioukaïev par Setchine avec l'aide d'agents du FSB affectés à Rosneft, c'est la privatisation d'éléments de l'appareil de sécurité par un homme politique qui a utilisé cette ressource pour attaquer le ministre fédéral (c'est-à-dire directement l'État) à des fins et pour des intérêts personnels. Bien sûr, il n'y a pas eu de confrontation violente – après tout, Oulioukaïev était le ministre du développement économique, pas le ministre de la défense – mais cette situation est typologiquement similaire à la mutinerie de Prigojine.

La verticalité du pouvoir contre l'État

Pourquoi Poutine a-t-il créé une zone grise et permis que ses pratiques, telles que la privatisation des profits et la socialisation des coûts, englobent l'ensemble de l'appareil d'État ? L'une des réponses est qu'un tel système est fonctionnel. Comme le souligne le politologue Vladimir Gelman [6], la corruption est un moyen de résoudre « le dilemme de l'agence » (en termes généraux, le problème qui consiste à s'assurer que les subordonnés obéissent aux ordres des supérieurs). L'opportunité d'un gain personnel incite à agir dans l'intérêt du mandant (du chef). Ainsi, dans l'ensemble, le « système de la Fédération de Russie », comme l'appelait feu Gleb Pavlovsky, est gérable ; il permet à Poutine d'atteindre ses objectifs, mais seulement dans certaines limites. Les coûts peuvent être mesurés en termes d'argent (volé et perdu pour l'État), de qualité des gestionnaires (extrêmement faible en raison de la domination du principe « ce n'est pas ce que vous savez qui compte, mais qui vous connaissez »), d'incapacité à poursuivre une ligne de conduite cohérente pour l'État (qui est inévitablement diluée par les divers intérêts privés auxquels Poutine lui-même a donné libre cours) et, enfin, de fissures dans le fondement même du système étatique (comme l'a démontré la mutinerie du joueur de la zone grise, Evgueni Prigojine).

C'est précisément ce type d'État que Poutine a créé, car sa tâche principale est de maintenir un régime de pouvoir personnel. Après tout, le « problème de l'agence » est résolu à un coût bien moindre par le système démocratique, où la population contrôle les représentants du gouvernement à tous les niveaux. Sous l'autoritarisme, ce mécanisme est par définition indisponible, ce qui ne laisse que le contrôle vertical par le biais d'indicateurs formels – dont Poutine lui-même admet qu'ils ne sont réalisés que sur papier [7] – et la corruption, qui sert de lubrifiant à la machine d'État rouillée. De plus, les tentatives de « rétablir l'ordre » dans une dictature par la force administrative sont dangereuses dans la mesure où elles sapent les fondements mêmes du pouvoir personnel de Poutine, qui repose sur la loyauté de ses associés de haut rang. Cette loyauté n'est pas absolue, et les tentatives de remplacer des amis corrompus par des gestionnaires compétents pourraient bien aboutir au remplacement de Poutine lui-même. D'où la stabilité notoire des collaborateurs de Poutine et sa réticence à redistribuer les cartes des personnes influentes.

Le paradoxe est que le renforcement du régime politique (c'est-à-dire le régime de pouvoir personnel de Poutine) conduit à un affaiblissement de l'État, tandis que les mesures visant à renforcer l'État peuvent conduire à un affaiblissement, voire à un effondrement du régime politique. Cette dynamique a été décrite par le chercheur en sciences politiques Neil Robinson, qui a proposé une distinction entre la « construction de l'État » (state-building) et la « construction du régime » (regime-building). Dans une certaine mesure, un dictateur a intérêt à renforcer l'État : par exemple, le rétablissement de la fonctionnalité des forces de l'ordre lui permet de lutter plus efficacement contre ses opposants politiques. En outre, un État qui fonctionne renforce la légitimité du gouvernement aux yeux de la population – aucune dictature ne peut s'appuyer uniquement sur des baïonnettes. Néanmoins, le dictateur atteint rapidement un plafond dans la construction de l'État : une campagne massive contre la corruption et des purges du personnel sans démocratisation entraînent une baisse de la gouvernabilité et l'érosion de la base politique de la dictature. Ainsi, la formation d'un régime de pouvoir personnel, qui peut initialement coïncider avec une augmentation de la capacité de l'État, commence très rapidement à entraver cette capacité : le maintien d'une dictature dégrade les institutions de l'État. C'est pourquoi les exemples de dictatures réussies sont

de plus en plus rares. Comme l'observe l'économiste Dani Rodrik [8], souvent cité par Vladimir Gelman, « pour chaque Lee Kuan Yew [dirigeant singapourien], il y a beaucoup de Mobutu Sese Seko du Congo et d'autres comme lui ».

Ce modèle s'applique parfaitement à la Russie. Au début des années 2000, Poutine a effectivement renforcé l'État : il a augmenté la collecte des impôts, rétabli le financement des institutions publiques et créé un cadre juridique unifié dans tout le pays. Mais les progrès se sont rapidement arrêtés, avec des succès locaux occasionnels dans un contexte de stagnation générale et, par endroits, de régression. La construction du régime a pris le pas sur la construction de l'État. C'est ainsi qu'est apparue une zone grise d'organisations pas tout à fait privées et pas tout à fait publiques ; jusqu'à récemment, Evgueni Prigojine occupait cette zone.

Poutine entouré par les Prigojine

Dans le cas de la SMP Wagner, les caractéristiques du « système russe » se superposent aux caractéristiques typiques des sociétés militaires privées. En général, les SMP gravitent dans la zone grise des marchés publics corrompus, des réseaux informels de « vieux copains » (*old boys networks*), de l'aventurisme international et des opérations secrètes sur le mode du « déni plausible ». Cette zone grise existe également dans les pays développés, bien qu'elle soit beaucoup moins importante qu'en Russie. Ainsi, les activités subversives et le pillage de la SMP Wagner en Afrique ne sont pas très différents des aventures de la SMP britannique Sandline [9] et de ses fondateurs, Tim Spicer et Simon Mann. Avec le début de l'invasion ukrainienne, Wagner a commencé à remplir une autre fonction, plus typique des SMP étatsuniennes : recruter des soldats pour mener de grandes guerres impérialistes sans mobilisation générale. La Russie manquait de contractuels en Ukraine, tout comme les États-Unis manquaient de contractuels en Irak et en Afghanistan ; dans les deux cas, les SMP ont été la solution au problème de personnel.

Le modèle même des SMP (contraire à la caractéristique fondamentale des États modernes, la centralisation et la monopolisation de la violence) fait partie intégrante du style de gouvernance de Poutine. Il n'est pas surprenant que les SMP aient joué un rôle crucial dans la guerre russo-ukrainienne. Bien entendu, le groupe Wagner a ses propres particularités : aucune autre SMP au monde ne possède toutes les branches des forces armées, y compris l'aviation de combat, ni ne recrute des prisonniers avec la promesse de les gracier à la fin du contrat ; aucune autre SMP n'est financée par des contrats d'État corrompus, ce qui entraîne que les écoles et les casernes de soldats ont des repas pourris ; aucun autre propriétaire de SMP n'est simultanément engagé dans autant de types de provocations, faisant en même temps tourner une usine de trolls, entretenant un réseau de médias tabloïds utilisés pour des attaques politiques, etc. En ce sens, Prigojine et Wagner sont un produit du poutinisme, et pas seulement de la tendance internationale à étendre le rôle des SMP.

Mais surtout, l'environnement politique dans lequel Prigojine a opéré a également été créé par Poutine. La mutinerie Wagner a révélé la faiblesse de l'État russe. Derrière la façade monolithique du poutinisme se cachent des clans, des réseaux et des entreprises qui poursuivent leurs propres objectifs et sont tout à fait capables de conduire le pays à la ruine et à la guerre civile. Même les *siloviki* (forces de sécurité) sont divisés non seulement entre corporations, mais aussi entre des patronages claniques. Il suffit de dire que la mutinerie de Wagner était censée être réprimée par le bataillon « Akhmat » de Ramzan Kadyrov. On peut facilement imaginer une situation dans laquelle des troupes régulières seraient engagées pour réprimer une rébellion de ce bataillon de Kadyrov... mais on s'apercevrait alors que l'armée régulière est elle-même constituée de formations régionales de volontaires, d'unités d'autres SMP dont le ministère de la défense a pris le contrôle, etc.

Dans cette situation, une transition démocratique qui ne s'accompagnerait pas d'une désorganisation de l'État correspondant en profondeur au moins aux années 1990 serait un véritable

miracle. Mais seule une transition démocratique peut conduire à terme à l'émergence d'un État fort et compétent en Russie. L'édification autoritaire de l'État selon les principes de Poutine a montré ses résultats après 23 ans : le bombardement de l'autoroute près de Voronej, des pilotes morts, un vice-ministre de la défense écoutant les reproches d'un ancien criminel qui dirige aujourd'hui une armée de criminels. « La Russie a besoin et doit avoir une autorité étatique forte » [10].

Ilya Matveyev, militant exilé de la gauche russe, est chercheur en économie. Membre du Public Sociology Laboratory, un groupe de chercheurs russes en sciences sociales qui étudient les sociétés post-soviétiques d'un point de vue critique, il fait partie également de l'Institut Alameda, un nouveau réseau de recherche composé d'intellectuels de gauche.

Traduit du russe par JM

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Cet article a d'abord été publié en russe par *Важные Истории* (Histoires importantes : <https://istories.media/opinions/2023/06/27/krugom-sploshnoi-vagner-kak-putin-razrushil-gosudarstvo-v-rossii/>) puis en traduction anglaise par *LeftEast* : <https://lefteast.org/wagnerization-how-putin-degraded-the-russian-state>

Notes

[1] *Независимая газета* (Nezavisimaya Gazeta) du 30 décembre 1999.

[2] Вадим Волков, « Госкорпорации : очередной институциональный эксперимент », *Pro & Contra* tome 12, n° 5-6, septembre-décembre 2008.

[3] La forme juridique de « corporation d'État » est apparue dans la législation russe en 1999. En mai 2007, d'importants changements législatifs ont été introduits afin de leur conférer des pouvoirs spéciaux et des conditions de fonctionnement particulières. Il y a actuellement sept corporations d'État : l'Agence d'assurance-dépôts, la banque VEB.RF (ex-Vnesheconombank), le Fonds pour la promotion de la réforme dans le secteur du logement et des services publics, la Corporation pour la construction des sites olympiques et le développement de la ville de Sotchi en tant que station climatique de montagne, Rostec (ex-Rostekhnologii), Rosatom et Roscosmos. Une corporation d'État chargée des nanotechnologies, Rusnano, a été transformée en société par actions en mars 2011.

[4] Cf. (en russe) : <http://kremlin.ru/events/president/news/53573>

[5] Cf. <https://www.kommersant.ru/doc/2698251>

[6] Владимир Гельман, *Модернизация, институты и « порочный круг » постсоветского неопатримониализма* (Vladimir Gelman, *Modernisation, institutions et le « cercle vicieux » du*

néopatrimonialisme post-soviétique), Préprint L-41/15, Université européenne de Saint-Petersbourg 2015 (https://eusp.org/sites/default/files/archive/M_center/M_41_15.pdf)

[7] Cf. « Долой формализм » (Au diable avec le formalisme), <https://www.hse.ru/news/3797595/82929025.html>

[8] Dani Rodrik, « The Myth of Authoritarian Growth », Project Syndicate du 9 août 2010, https://www.project-syndicate.org/commentary/the-myth-of-authoritarian-growth?barrier=access_paylog

[9] Sandline a été fondée en tant que « société militaire privée » au début des années 1990. Impliquée dans les conflits en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1997, au Sierra Leone (1998 - date à laquelle commence « l'affaire Sandline ») et dans la guerre civile au Liberia (2003), la société a mis fin à ses activités en avril 2004. La rumeur court que la plus grande partie du personnel de Sandline est désormais employée par Aegis Defence Services.

[10] Comme écrivait Poutine... (voir note 1).